

## **Déclaration de la Société Civile au G8 et e-G8**

Les signataires de cette déclaration sont des représentants de la société civile du monde entier qui travaillent à la promotion de l'Internet libre, des « droits numériques » et de communications ouvertes.

Nous voyons que la présidence française du G8 organise une réunion du G8 sur l'Internet, - un « forum e-G8 » - juste avant le sommet du G8 à Deauville, avec l'intention de proposer une orientation pour le G8 sur les questions clé concernant l'Internet. Cette réunion est importante parce que c'est la première fois que le rôle de l'Internet dans la société et pour l'économie est explicitement à l'ordre du jour du G8.

En tant que responsables des pays les plus puissants, vos politiques ont une influence majeure pour l'évolution d'Internet au niveau global. Malheureusement certaines de décisions prises dans les économies les plus développées fragilisent l'ouverture et la neutralité d'Internet – des qualités essentielles qui sont l'essence de son potentiel démocratique et économique. Nous pensons que les états membres du G8 devraient utiliser la réunion du e-G8 comme une opportunité pour s'engager publiquement à étendre le droit d'accès à Internet pour tous, combattre la censure numérique et la surveillance, limiter la responsabilité des intermédiaires dans le monde numérique et soutenir les principes de la neutralité d'Internet.

### *Droit à l'accès pour tous*

Nous sommes particulièrement inquiets par la tendance croissance de pays à couper l'accès à Internet et aux réseaux de téléphonie mobile à leurs citoyens en période de crise, comme nous l'avons vu en Egypte, Libye, Iran, Chine, Népal ou Birmanie. Dans beaucoup si ce n'est tous ces pays nous voyons à quel point l'accès à Internet est une porte d'entrée vers une pléthore d'autres droits politiques et civiques, et avant tout aux droits fondamentaux des être humains.

Beaucoup de pays membres du G8 poursuivent activement des politiques qui pourraient contrôler et limiter de façon similaire le droit à l'accès ; ces politiques légitiment l'action des régimes répressifs et fragilisent l'ensemble de l'économie numérique. A un moment où beaucoup de nations s'efforcent d'améliorer l'accès universel de base à l'Internet, la multiplication de politiques restrictives dans les pays développés comme dans les pays en développement est une tendance régressive et profondément inquiétante.

### *Liberté face à la surveillance et la censure en ligne*

De façon simultanée les régimes répressifs exploitent les capacités du réseau Internet pour leurs propres intérêts, souvent avec l'aide d'entreprises multinationales basées dans les pays du G8. Nous insistons pour en finir avec la vente de ce type de technologies que ce soit pour un usage domestique ou pour l'exportation et en terminer avec ces intrusions grossières pour la sécurité et le droit à la vie privée des utilisateurs.

### *Limitation de la responsabilité des intermédiaires dans le monde numérique et la propriété intellectuelle*

Pour défendre le droit d'expression dans le monde numérique il est décisif de résister à la pression croissante de l'industrie de la culture et du divertissement et d'autres secteurs pour imposer une plus grande responsabilité pour les hébergeurs et intermédiaires dans le monde

numérique dans les usages des utilisateurs de leurs services à travers de instruments comme Hadopi et Acta.

A cet égard, nous vous demandons de suivre l'exemple du gouvernement brésilien dans leurs principes pour l'usage et la gouvernance d'Internet, en particulier le §7 qui dit « *Toutes les actions prises contre les activités illicites dans les réseaux en ligne doivent être dirigées contre ceux qui sont directement responsables de ces activités et non en sur les moyens d'accès et de transports, en soutenant toujours les principes fondamentaux de liberté, respect de la vie privée et respect des droits humains* »<sup>1</sup>.

### *Neutralité d'Internet*

Nous vous appelons enfin à engager vos pays à protéger la neutralité d'Internet – c'est-à-dire le principe que l'ensemble du trafic sur le Web soit traité sur une base équitable, quelque soit l'origine ou le type de données transmises.

Voilà quelques unes des questions clé pour la gouvernance d'Internet dont nous pensons qu'elles méritent l'attention du G8. Nous attirons aussi votre attention sur deux déclarations de principe dont nous pensons qu'elles devraient guider les pays dans la gouvernance d'Internet :

- les 10 droits et principes développés sous l'égide de la coalition pour les droits et principes d'Internet<sup>2</sup>,
- la déclaration de l'assemblée pour le « droit à la communication » écrite lors du Forum Social Mondial de Dakar, en février 2011<sup>3</sup>.

Nous voudrions aussi souligner nos inquiétudes concernant le e-G8. Nous joignons notre voix à celles du « Causus pour la gouvernance d'Internet »<sup>4</sup> qui expriment notre préoccupation collective devant l'absence de représentation de la société civile pendant le e-G8 et le G8 cette année.

Contrairement aux meilleures pratiques actuelles, la liste des invités a été d'abord limitée aux représentants de gouvernements et des grandes entreprises, qui disposent aujourd'hui d'une influence disproportionnée dans la régulation d'Internet. Nous sommes en particulier profondément préoccupés de voir les intérêts des grandes entreprises dominer les discussions pendant les sommets du e-G8 et du G8 ; des questions comme le renforcement des droits de propriété intellectuelles et la responsabilité des intermédiaires dans le monde numérique semblent avoir pris la priorité sur celles concernant les citoyens, telles que la neutralité d'Internet, le logiciel libre ou la lutte contre la censure en ligne.

A un moment où les grandes entreprises paient 100 000\$ pour s'asseoir à la table du e-G8, très peu de représentants de la société civile seront présents pour défendre les priorités concernant les usages citoyens d'Internet à travers le monde. Nous sommes à un point critique dans l'histoire d'Internet et dans la lutte pour les droits humains. En tant que responsables élus de quelques-uns des pays les plus puissants du monde, nous vous

---

<sup>1</sup> Le document complet en anglais :

<http://www.cgi.br/english/regulations/resolution2009-003.htm>

<sup>2</sup> Ici la version anglaise : <http://internetrightsandprinciples.org/node/397> et la version française : <http://internetrightsandprinciples.org/node/400>

<sup>3</sup> <http://fsm2011.org/en/the-right-to-inform-and-be-informed>

<sup>4</sup> <http://www.igcaucus.org/open-letter-president-sarkozy-eg8-meeting-plan>

demandons d'agir maintenant pour soutenir et défendre les principes de liberté d'Internet et des « droits numériques », pas simplement pour les citoyens de vos pays, mais pour les peuples du monde entier.

### **Premiers signataires**

Access - [www.accessnow.org](http://www.accessnow.org)

Association for Progressive Communications (APC) - [www.apc.org](http://www.apc.org)

Association pour la Taxation des Transactions financière et l'Aide aux Citoyens (ATTAC) - [www.attac.org](http://www.attac.org)

Center for Internet and Society - [www.cis-india.org/](http://www.cis-india.org/)

Citizen Lab, Munk School of Government, University of Toronto - [www.citizenlab.org](http://www.citizenlab.org)

Communication Is Your Right! - [www.communicationisyourright.org/](http://www.communicationisyourright.org/)

Digital Democracy - [www.digital-democracy.org](http://www.digital-democracy.org)

Digitale Gesellschaft - [www.digitalegesellschaft.de](http://www.digitalegesellschaft.de)

Electronic Frontier Finland (Effi) - [www.ffi.org](http://www.ffi.org)

Electronic Frontier Foundation (EFF) - [www.eff.org](http://www.eff.org)

European Digital Rights (EDRI) - [www.edri.org](http://www.edri.org)

Fédération SUD-PTT (syndicat poste et télécommunication) <http://www.sudptt.org/>

Fundacion Escuela Latinoamericana de Redes (EsLaRed) -- [www.eslared.org.ve/](http://www.eslared.org.ve/)

The Guardian Project - [www.guardianproject.info](http://www.guardianproject.info)

Instituto Nupef - [www.nupef.org.br/](http://www.nupef.org.br/)

Internet Rights & Principles Coalition - [www.internetrightsandprinciples.org](http://www.internetrightsandprinciples.org)

The Julia Group/Juliagruppen - [www.juliagruppen.se](http://www.juliagruppen.se)

La Quadrature du Net (LQDN) - [www.laquadrature.net](http://www.laquadrature.net)

May First/People Link - [www.mayfirst.org](http://www.mayfirst.org)

MobileActive.org - [www.mobileactive.org](http://www.mobileactive.org)

Movements.org - [www.movements.org](http://www.movements.org)

Net Users' Rights Protection Association (NURPA) - [www.nurpa.be/](http://www.nurpa.be/)

Open Rights Group (ORG) - [www.openrightsgroup.org](http://www.openrightsgroup.org)

Open Source Initiative (OSI) - [www.opensource.org/](http://www.opensource.org/)

Panos London - [www.panos.org.uk](http://www.panos.org.uk)

Privacy International - [www.privacyinternational.org/](http://www.privacyinternational.org/)

Progressive Technology Project -- [www.progressivetech.org/](http://www.progressivetech.org/)

The Public Sphere Project - [www.publicsphereproject.org/](http://www.publicsphereproject.org/)

Reporters Sans Frontieres (RSF) - [www.rsf.org](http://www.rsf.org)

Tactical Tech - [www.tacticaltech.org](http://www.tacticaltech.org)

WITNESS - [www.witness.org](http://www.witness.org)

WLAN Slovenia, Open Wireless Network - [www.wlan-si.net/](http://www.wlan-si.net/)

Van Reepinghen & Simon - [www.ip-web-law.com](http://www.ip-web-law.com)

VECAM - [www.vecam.org](http://www.vecam.org)

Virtual Activism - [www.virtualactivism.org](http://www.virtualactivism.org)

10 COM - [www.10com.eu/](http://www.10com.eu/)